



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	ENV.C.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	163844
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q4 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	Cost-free Sans frais Unentgeltlich abgeordnet
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States + EFTA countries (Iceland, Liechtenstein, Norway) États membres + pays AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège) Mitgliedstaaten + EFTA-Länder (Island, Liechtenstein, Norwegen)
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	25/11/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The Directorate-General for Environment leads the development and delivery of the European Commission's environment policy, protecting, preserving and improving the environment for present and future generations, and promoting sustainable development. Our key mission is to design and implement transformative initiatives that help create a fair, green transition that enables EU citizens to live well, within the planet's ecological limits, in an innovative and circular economy, where biodiversity and ecosystems are protected and restored, and where pollution and environment-related health risks are reduced to the minimum.

Job presentation:

An attractive position of Policy Officer for EU water legislation and policy, with a focus on water quality, chemicals and pollution, with a focus on emerging pollutants such as PFAS, microplastics, pharmaceuticals and pesticides to join our friendly team of around 20 people.

As part of the water quality team, the jobholder will provide technical advice and contribute to the development of EU water policy, contributing to the implementation of an EU Water Resilience Strategy and its further development, as well as to the achievement of the Zero Pollution, Circular Economy and Biodiversity objectives.

He/she will contribute to managing the implementation, monitoring and enforcement of the Water Framework Directive (WFD), the Environmental Quality Standards Directive (EQSD), the Groundwater Directive (GWD). In particular the jobholder will be responsible to contribute to the development and implementation of secondary legislation deriving from the recent amendments to the WFD, EQSD and GWD which entered into force in May 2026. She/he will participate in the work of the Common Implementation Strategy, in particular as regards the Working Group on Chemicals; and contribute to the integration of pollution aspects of the EU water legislation in other policy areas and legislation, including by serving as focal point for the unit of water aspects of the Clean Industrial Deal and on the Water&Health nexus, including following the implementation of the Strategic Approach to Pharmaceuticals in the Environment and the interface with DG SANTE.

She/he will follow and contribute to the coordination of relevant activities of the Commission, European Chemicals Agency, European Environment Agency, and the Joint Research Centre of the European Commission.

Finally, he/she will be responsible to serve as country desk for 1-3 EU Member States in terms of support for water acquis implementation (written questions, briefings, Cohesion policy, infringements).

The job requires the ability to manage a number of issues simultaneously and to produce high quality output often within short deadlines.

Jobholder profile:



We are looking for a highly motivated, curious, resourceful and well-organised colleague who enjoys working both independently and as part of a team and has the capacity to deal with complex scientific and technical issues related to water-pollution.

S/he should have:

- An educational/academic background in life sciences, chemistry, biology, environmental sciences, water quality management, or other relevant domain.
- Previous experience particularly in EU water legislation and policies is a clear advantage.
- Demonstrated experience in the implementation of the Water Framework Directive or Chemicals legislation at European, national or regional level.
- Strong analytical capacities, excellent drafting skills, very good communication, negotiation and networking capacities
- A high sense of initiative and a good sense of judgement.
- A very good command of English is necessary; command of French or German would be an asset.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La Direction générale de l'Environnement est en charge de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique environnementale de la Commission européenne, en protégeant, préservant et améliorant l'environnement pour les générations présentes et futures, et en promouvant le développement durable. Notre mission principale est de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives transformatrices qui contribuent à une transition juste et verte, permettant aux citoyens de l'UE de bien vivre, dans le respect des limites écologiques de la planète, au sein d'une économie innovante et circulaire, où la biodiversité et les écosystèmes sont protégés et restaurés, et où la pollution et les risques pour la santé liés à l'environnement sont réduits au minimum.

Au sein de la DG ENV, les politiques et activités de la Direction C visent à protéger les citoyens de l'UE contre les impacts néfastes sur l'environnement et la santé, résultant des pressions affectant l'air, les eaux douces et les mers, ainsi que de la contamination industrielle des sols, contribuant ainsi à protéger et à améliorer l'utilisation durable des ressources naturelles de l'UE, conformément aux objectifs du Pacte vert pour l'Europe et au Plan d'action « zéro pollution ».

L'unité C1 – Gestion durable des eaux douces œuvre à la protection des eaux douces européennes, élément essentiel de notre capital naturel. Nous contribuons à la mise en œuvre et au développement de la législation et de la politique de l'UE en matière d'eau, ainsi qu'à la mise en œuvre de la stratégie de résilience de l'eau ; nous visons à obtenir une eau propre et des écosystèmes aquatiques sains, tout en garantissant une utilisation beaucoup plus efficace de l'eau et en réduisant les effets des sécheresses et des inondations.

Présentation du poste:

Poste attrayant de Chargé(e) de politique pour la législation et la politique de l'UE en matière d'eau, axé sur la qualité de l'eau, les substances chimiques et la pollution, avec un accent particulier sur les polluants émergents tels que les PFAS, les microplastiques, les produits pharmaceutiques et les pesticides, au sein de notre équipe conviviale d'environ 20 personnes.

Au sein de l'équipe « qualité de l'eau », le/la titulaire du poste fournira des conseils techniques et contribuera à l'élaboration de la politique de l'UE en matière d'eau, en participant à la mise en œuvre et au développement ultérieur d'une stratégie de résilience de l'eau de l'UE, ainsi qu'à la réalisation des objectifs « zéro pollution », d'économie circulaire et de biodiversité.

Il/elle contribuera à la gestion de la mise en œuvre, du suivi et du contrôle de l'application de la directive-cadre sur l'eau (DCE), de la directive sur les normes de



qualité environnementale (NQE) et de la directive sur les eaux souterraines. En particulier, le/la titulaire du poste sera chargé(e) de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la législation dérivée découlant des récentes modifications de la DCE, de la directive NQE et de la directive sur les eaux souterraines, entrées en vigueur en mai 2026. Il/elle participera aux travaux de la stratégie commune de mise en œuvre, notamment en ce qui concerne le groupe de travail sur les substances chimiques, et contribuera à l'intégration des aspects de la législation de l'UE sur l'eau liés à la pollution, dans d'autres domaines politiques et législatifs, notamment en tant que point focal de l'unité pour les aspects « eau » du Pacte pour une Industrie Propre et pour l'interface Eau&Santé, y compris le suivi de la mise en œuvre de l'approche stratégique concernant les produits pharmaceutiques dans l'environnement et l'interface avec la DG SANTE.

Il/elle suivra et contribuera à la coordination des activités pertinentes de la Commission, de l'Agence européenne des produits chimiques, de l'Agence européenne pour l'environnement et du Centre commun de recherche de la Commission européenne.

Enfin, il/elle sera responsable, en tant que chargé de dossier 'pays', de 1 à 3 États membres de l'UE, en ce qui concerne le soutien à la mise en œuvre de l'acquis dans le domaine de l'eau (questions écrites, notes d'information, politique de cohésion, procédures d'infraction).

Le poste exige la capacité de gérer plusieurs dossiers simultanément et de produire un travail de haute qualité, souvent dans des délais courts.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un(e) collègue très motivé(e), curieux(se), débrouillard(e) et bien organisé(e), qui aime travailler aussi bien de manière autonome qu'en équipe, et qui est capable de traiter des questions scientifiques et techniques complexes liées à la pollution de l'eau.

Il/elle devra posséder :

- Une formation académique dans les sciences de la vie, la chimie, la biologie, les sciences de l'environnement, la gestion de la qualité de l'eau, ou tout autre domaine pertinent.
- Une expérience préalable, en particulier dans la législation et les politiques de l'UE en matière d'eau, constitue un atout certain.
- Une expérience avérée dans la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau ou de la législation sur les substances chimiques, au niveau européen, national ou régional.
- De solides capacités d'analyse, d'excellentes compétences rédactionnelles, ainsi que de très bonnes capacités de communication, de négociation et de réseautage.
- Un grand sens de l'initiative et un bon sens du jugement.
- Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable ; la maîtrise du français ou de l'allemand constituerait un atout.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Generaldirektion Umwelt leitet die Entwicklung und Umsetzung der Umweltpolitik der Europäischen Kommission, indem sie die Umwelt für heutige und künftige Generationen schützt, bewahrt, verbessert und die nachhaltige Entwicklung fördert. Unsere zentrale Mission besteht darin, transformative Initiativen zu konzipieren und umzusetzen, welche zu einem gerechten grünen Wandel beitragen, der es den Bürgerinnen und Bürgern der EU ermöglicht, innerhalb der ökologischen Grenzen des Planeten in einer innovativen und kreislaforientierten Wirtschaft gut zu leben; einer Wirtschaft, in der biologische Vielfalt und Ökosysteme geschützt und wiederhergestellt werden und in der Umweltverschmutzung sowie umweltbedingte Gesundheitsrisiken auf ein Minimum reduziert werden.

Innerhalb der GD ENV zielen die Politikbereiche und Aktivitäten der Direktion C darauf ab, die Bürgerinnen und Bürger der EU vor schädlichen Umwelt- und Gesundheitsauswirkungen zu schützen, die durch Belastungen der Luft, der Frischwasser- und Meeresgewässer sowie durch industrielle Bodenkontamination entstehen. Damit trägt sie zum Schutz und zur Verbesserung der nachhaltigen Nutzung der natürlichen Ressourcen der EU bei, im Einklang mit den Zielen des europäischen Grünen Deals und des Aktionsplans „Zero Pollution“.

Referat C1 – Nachhaltiges Frischwassermanagement setzt sich für den Schutz der europäischen Frischwasserressourcen als zentralen Bestandteil unseres Naturkapitals ein. Wir tragen zur Umsetzung und Weiterentwicklung der EU-Wasserrechtsvorschriften und -politik sowie zur Umsetzung der Strategie zur Wasserresilienz bei. Unser Ziel ist sauberes Wasser und gesunde Gewässerökosysteme, wobei wir zugleich eine wesentlich effizientere Wassernutzung anstreben und um die Auswirkungen von Dürren und Überschwemmungen zu verringern.

Stellenbeschreibung:

Eine attraktive Position als Policy Officer für EU-Wasserrechtsvorschriften und -politik mit Schwerpunkt auf Wasserqualität, Chemikalien und Verschmutzung, insbesondere auf neu auftretende Schadstoffe wie PFAS, Mikroplastik, Arzneimittel und Pestizide, zur Verstärkung unseres freundlichen, rund 20-köpfigen Teams.

Als Mitglied des Teams für Wasserqualität berät der/die Stelleninhaber(in) in fachlichen Fragen und trägt zur Entwicklung der EU-Wasserpolitik bei, indem er/sie zur Umsetzung und Weiterentwicklung einer EU-Wasserresilienzstrategie sowie zur Erreichung der Ziele im Bereich Null-Schadstoffe, Kreislaufwirtschaft und Biodiversität beiträgt.



Er/sie wirkt mit bei der Verwaltung der Umsetzung, Überwachung und Durchsetzung der Wasserrahmenrichtlinie (WRRL), der Richtlinie über Umweltqualitätsnormen (UQN-Richtlinie) und der Grundwasserrichtlinie. Insbesondere ist der/die Stelleninhaber(in) dafür verantwortlich, zur Entwicklung und Umsetzung der Sekundärrechtsvorschriften beizutragen, die sich aus den kürzlich in Kraft getretenen Änderungen der WRRL, der UQN-Richtlinie und der Grundwasserrichtlinie (in Kraft seit Mai 2026) ergeben. Er/sie nimmt an den Arbeiten der gemeinsamen Umsetzungsstrategie teil, insbesondere im Rahmen der Arbeitsgruppe Chemikalien, und trägt zur Einbindung der Verschmutzungsaspekte der EU-Wasserrechtsvorschriften in andere Politikbereiche und Rechtsvorschriften bei – unter anderem als Ansprechpartner/in des Referats für die wasserbezogenen Aspekte des Clean Industrial Deal sowie für die Schnittstelle Wasser-Gesundheit, einschließlich der Verfolgung der Umsetzung des Strategischen Konzepts für Arzneimittel in der Umwelt und der Schnittstelle zur GD SANTE.

Er/sie verfolgt die einschlägigen Tätigkeiten der Kommission, der Europäischen Chemikalienagentur, der Europäischen Umweltagentur und der Gemeinsamen Forschungsstelle der Europäischen Kommission und trägt zu deren Koordinierung bei.

Schließlich ist er/sie als Länderreferent(in) für 1–3 EU-Mitgliedstaaten zuständig, insbesondere für die Unterstützung bei der Umsetzung des Wasser-Besitzstands (schriftliche Anfragen, Briefings, Kohäsionspolitik, Vertragsverletzungsverfahren).

Die Stelle erfordert die Fähigkeit, mehrere Themen gleichzeitig zu bearbeiten und hochwertige Ergebnisse häufig unter engen Zeitvorgaben zu liefern.

Anforderungsprofil:

Wir suchen eine(n) hochmotivierte(n), neugierige(n), interessierte(n) und gut organisierte(n) Kollegin/ Kollegen, die/der gerne sowohl eigenständig als auch im Team arbeitet und in der Lage ist, komplexe wissenschaftliche und technische Fragen im Zusammenhang mit Wasserverschmutzung zu bearbeiten.

Er/sie sollte Folgendes mitbringen:

- Eine akademische Ausbildung in den Bereichen Biowissenschaften, Chemie, Biologie, Umweltwissenschaften, Wasserqualitätsmanagement oder einem anderen relevanten Bereich.
- Vorherige Erfahrung, insbesondere im Bereich der EU-Wasserrechtsvorschriften und -politik, ist von klarem Vorteil.
- Nachgewiesene Erfahrung bei der Umsetzung der Wasserrahmenrichtlinie oder der Chemikalienrechtsvorschriften auf europäischer, nationaler oder regionaler Ebene.
- Ausgeprägte analytische Fähigkeiten, hervorragende redaktionelle Fähigkeiten sowie sehr gute Kommunikations-, Verhandlungs- und Networking-Fähigkeiten.
- Ein ausgeprägter Sinn für Eigeninitiative und ein gutes Urteilsvermögen.
- Sehr gute Englischkenntnisse sind erforderlich; Kenntnisse in Französisch oder Deutsch wären von Vorteil.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“